

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF  
DE MONTPELLIER**

N°2102160

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**



**AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS**

Mme Isabelle Ruiz  
Magistrate désignée

Le tribunal administratif de Montpellier

Audience du 30 avril 2021  
Décision du 30 avril 2021

La magistrate désignée,

335-03  
D

Vu la procédure suivante :

Par une requête, enregistrée le 28 avril 2021 à 15h15, M. , retenu au centre de rétention de Perpignan, représenté par Me Ruiz, demande au tribunal :

- 1°) de l'admettre au bénéfice de l'aide juridictionnelle ;
- 2°) d'annuler l'arrêté du 26 avril 2021 par lequel le préfet de l'Aude :
  - l'a obligé à quitter le territoire français sans délai ;
  - a fixé le pays à destination duquel il pourra être renvoyé ;
  - lui a fait interdiction de circulation sur le territoire français ;

3°) de mettre à la charge de l'Etat une somme de 1 000 euros en application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative et de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991.

Il soutient que :

Sur la décision portant obligation de quitter le territoire français :

- la décision a été prise par une autorité incompétente pour ce faire ;
- la décision est entachée d'une erreur manifeste d'appréciation dès lors qu'il ne peut être regardé comme une menace à l'ordre public ;

Sur la décision portant refus de délai de départ volontaire :

- la décision est insuffisamment motivée ;
- le préfet a commis une erreur manifeste d'appréciation dans la mise en œuvre des dispositions de l'article L. 511-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;
- il n'y a aucune urgence justifiant que lui soit refusé un délai de départ volontaire de trente jours ;

Sur l'interdiction de circulation sur le territoire français :

- la décision est insuffisamment motivée en fait et en droit ;
- la décision est entachée d'erreur manifeste d'appréciation dès lors qu'il ne peut être regardé comme une menace réelle et grave à l'encontre d'un intérêt fondamental de la société française;
- le préfet a méconnu les stipulations de l'article 8 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Par un mémoire en défense, enregistré le 30 avril 2021, le préfet de l'Aude conclut au rejet de la requête.

Il soutient qu'aucun des moyens soulevés par le requérant n'est fondé.

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu :

- la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;
- le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;
- la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 ;
- le décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991 ;
- le code de justice administrative.

Le président du tribunal par intérim a désigné Mme Ruiz pour statuer sur les requêtes relevant de la procédure prévue au III de l'article L. 512-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, en application des dispositions de l'article R. 776-15 du code de justice administrative.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus, au cours de l'audience publique :

- le rapport de Mme Ruiz ;
- les observations de Me Ruiz, avocate de [REDACTED] qui reprend les moyens de la requête et qui ajoute que :
  - [REDACTED] a compris qu'il doit quitter le territoire français ;
  - il ne fait l'objet d'aucune poursuite pénale et n'a fait l'objet d'aucune précédente mesure d'éloignement ;
  - les faits qui lui sont reprochés ont été requalifiés en simple violation de domicile ;
  - ses deux comparses n'ont pas fait l'objet d'une comparution immédiate et sont convoqués pour le 8 mars 2022 ;
- et les observations de [REDACTED], assisté de M. Georgeos, interprète ;

Le préfet de l'Aude, n'étant ni présent, ni représenté.

Considérant ce qui suit :

1. Par arrêté du 26 avril 2021, le préfet de l'Aude a obligé [REDACTED] de nationalité slovaque, né le 26 novembre 1996 à Kosice, à quitter sans délai le territoire français, et a prononcé une interdiction de circulation sur le territoire français d'une durée de deux années. Par la présente requête, [REDACTED] sollicite l'annulation de l'ensemble de ces décisions.

Sur la demande d'admission provisoire à l'aide juridictionnelle :

2. Aux termes de l'article 20 de la loi susvisée du 10 juillet 1991 : « *Dans les cas d'urgence, sous réserve de l'application des règles relatives aux commissions ou désignations d'office, l'admission provisoire à l'aide juridictionnelle peut être prononcée par la juridiction compétente ou son président. / (...) / L'aide juridictionnelle est attribuée de plein droit à titre provisoire dans le cadre des procédures présentant un caractère d'urgence dont la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat. L'aide juridictionnelle provisoire devient définitive si le contrôle des ressources du demandeur réalisé a posteriori par le bureau d'aide juridictionnelle établit l'insuffisance des ressources.* ». Il y a lieu, dans les circonstances de la présente instance, de faire droit à la demande de [REDACTED] tendant à l'octroi de l'aide juridictionnelle provisoire.

Sur les conclusions à fin d'annulation :

En ce qui concerne la décision portant obligation de quitter le territoire français :

3. En premier lieu, par arrêté n°DPPPAT-BCI-2021-064 du 19 avril 2021, régulièrement publié au recueil des actes administratifs du 21 avril 2021 de la préfecture de l'Aude, M. Claude HENNINGER, directeur de la légalité et de la citoyenneté a reçu délégation de la préfète de ce département à l'effet notamment de signer les décisions pour les matières relevant du ministère de l'intérieur et de se rattachant aux attributions dans le département de sa direction, à l'exception de certaines mesures restrictivement énumérées, dont ne fait pas partie la décision attaquée. Il appartient à la partie qui conteste la qualité de délégataire pour signer la décision attaquée d'établir que l'autorité délégante n'était pas empêchée. Il ne ressort pas des pièces du dossier que celle-ci n'était pas absente ou empêchée. Par suite, le moyen tiré de l'incompétence du signataire de cette décision manque en fait.

4. En deuxième lieu, aux termes des quatre premiers alinéas de l'article L. 511-3-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile : « *L'autorité administrative compétente peut, par décision motivée, obliger un ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne, d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse, ou un membre de sa famille à quitter le territoire français lorsqu'elle constate : / 1° Qu'il ne justifie plus d'aucun droit au séjour tel que prévu par les articles L. 121-1, L. 121-3 ou L. 121-4-1 ; / 2° Ou que son séjour est constitutif d'un abus de droit. Constitue un abus de droit le fait de renouveler des séjours de moins de trois mois dans le but de se maintenir sur le territoire alors que les conditions requises pour un séjour d'une durée supérieure à trois mois ne sont pas remplies. Constitue également un abus de droit le séjour en France dans le but essentiel de bénéficier du système d'assistance sociale ; / 3° Ou que son comportement personnel constitue, du point de vue de l'ordre public ou de la sécurité publique, une menace réelle, actuelle et suffisamment grave à l'encontre d'un intérêt fondamental de la société. / L'autorité administrative compétente tient compte de l'ensemble des circonstances relatives à sa situation, notamment la durée du séjour de l'intéressé en France, son âge, son état de santé, sa situation familiale et économique, son intégration sociale et culturelle en France, et de l'intensité de ses liens avec son pays d'origine.* ».

5. Pour l'application du 3° des dispositions précitées, il appartient à l'autorité administrative, qui ne saurait se fonder sur la seule existence d'une infraction à la loi, d'examiner, d'après l'ensemble des circonstances de l'affaire, si la présence de l'intéressé sur le territoire français est de nature à constituer une menace réelle, actuelle et suffisamment grave pour un intérêt fondamental de la société française, ces conditions étant appréciées en fonction de sa situation individuelle, notamment de la durée de son séjour en France, de sa situation familiale et économique et de son intégration.

6. Il ressort des termes mêmes de l'arrêté en litige que pour décider d'obliger [REDACTED] ressortissant de l'Union européenne, à quitter le territoire français, le préfet de l'Aude s'est fondé à la fois sur le 1° et le 3° de l'article L. 511-3-1 précité.

7. Toutefois, la seule circonstance que [REDACTED] ait été placé en garde en vue pour des faits de tentative de vol aggravé par deux circonstances, faits requalifiés pour ses deux comparses en violation de domicile et pour lesquels aucune suite pénale s'agissant de l'intéressé n'apparaît au dossier, ne saurait suffire à constituer une menace réelle, actuelle et suffisamment grave pour un intérêt fondamental de la société française. Au demeurant, [REDACTED] déclarant séjourner en France depuis 2018, n'a fait l'objet d'aucune condamnation pénale en France. Par suite, le préfet ne pouvait se fonder sur les dispositions du 3° de l'article L. 511-3-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile

8. En revanche, il ressort des pièces du dossier que [REDACTED] ne justifie d'aucun droit au séjour sur le territoire français. Il se trouve ainsi dans le cas où, en application du 1° de l'article L. 511-3-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, le préfet peut obliger un ressortissant de l'Union européenne à quitter le territoire français.

En ce qui concerne la décision portant refus d'un délai de départ volontaire :

9. Aux termes du sixième alinéa de l'article L. 511-3-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile : *« L'étranger dispose, pour satisfaire à l'obligation qui lui a été faite de quitter le territoire français, d'un délai qui, sauf urgence, ne peut être inférieur à trente jours à compter de sa notification. A titre exceptionnel, l'autorité administrative peut accorder un délai de départ volontaire supérieur à trente jours. »*.


10. Le ressortissant communautaire qui entre dans le champ d'application des dispositions de l'article L. 511-3-1, et qui doit en principe disposer d'un délai de départ volontaire qui ne peut être inférieur à trente jours à compter de la notification de la décision d'éloignement, ne peut être privé de ce délai que pour des considérations liées à l'urgence d'assurer son départ. Il suit de là qu'il appartient au juge d'exercer un contrôle normal sur la mise en œuvre de cette condition.

11. Il ressort des pièces du dossier que le préfet de l'Aude a estimé que compte tenu de la nature des faits commis par [REDACTED] et du risque de récidive, son éloignement présentait un caractère d'urgence au sens des dispositions précitées de l'article L. 511-3-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile justifiant l'absence de délai pour quitter le territoire français. En se fondant sur ces seules circonstances, la décision refusant d'accorder un délai de départ volontaire à [REDACTED] est ainsi entachée d'une erreur d'appréciation et doit être annulée.


En ce qui concerne l'interdiction de circulation sur le territoire français :

12. Aux termes du premier alinéa de l'article L. 511-3-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile : « *L'autorité administrative peut, par décision motivée, assortir l'obligation de quitter le territoire français prononcée en application des 2° et 3° de l'article L. 511-3-1 d'une interdiction de circulation sur le territoire français d'une durée maximale de trois ans.* ».

13. Ainsi qu'il a été dit au point 7 et que cela est soutenu par le requérant, la menace réelle, actuelle et suffisamment grave pour un intérêt fondamental de la société française n'est en l'espèce pas constituée. Il s'en suit que le préfet de l'Aude ne pouvait donc décider d'obliger à quitter le territoire français sur le fondement du 3° de l'article L. 511-3-1 précité et ne pouvait pas davantage lui interdire de circuler sur le territoire français sur ce même fondement. Par suite, la décision d'interdiction de circulation doit être annulée.


14. Il résulte de l'ensemble de ce qui précède que l'arrêté du 26 avril 2021 doit être annulé en tant qu'il refuse d'accorder à  un délai de départ volontaire et qu'il lui interdit de retourner sur le territoire français.

Sur les suites du présent jugement :

15. Aux termes du second alinéa de l'article L. 512-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile : « *Si la décision de ne pas accorder de délai de départ volontaire ou la décision d'assignation à résidence est annulée, il est immédiatement mis fin aux mesures de surveillance prévues aux articles L. 551-1, L. 552-4, L. 561-1 et L. 561-2 et le président du tribunal administratif ou le magistrat désigné à cette fin rappelle à l'étranger son obligation de quitter le territoire français dans le délai qui lui sera fixé par l'autorité administrative en application du II de l'article L. 511-1 ou du sixième alinéa de l'article L. 511-3-1. Ce délai court à compter de sa notification.* » Il résulte de ces dispositions et de ce qui précède qu'il doit être mis fin aux mesures de surveillance dont  fait l'objet.

Sur les frais liés au litige :

16. Aux termes de l'article L.761-1 du code de justice administrative : « *Dans toutes les instances, le juge condamne la partie tenue aux dépens ou, à défaut, la partie perdante, à payer à l'autre partie la somme qu'il détermine, au titre des frais exposés et non compris dans les dépens. Le juge tient compte de l'équité ou de la situation économique de la partie condamnée. Il peut, même d'office, pour des raisons tirées des mêmes considérations, dire qu'il n'y a pas lieu à cette condamnation* ».

17.  ayant bénéficié de l'assistance d'un avocat commis d'office, conformément aux dispositions du Ibis de l'article L.512-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, l'intéressé ne justifiant pas avoir exposé des frais pour assurer sa défense, il n'y a pas lieu, dans les circonstances de l'espèce, de faire droit aux conclusions de tendant à l'application des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

## D E C I D E :

Article 1 : [REDACTED] est admis, à titre provisoire, au bénéfice de l'aide juridictionnelle.

Article 2 : L'arrêté du 26 avril 2021 par lequel le préfet de l'Aude n'a pas accordé à [REDACTED] un délai de départ volontaire et lui a fait interdiction de pénétrer à nouveau sur le territoire français est annulé.

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article L. 512-4 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, il est rappelé à [REDACTED] son obligation de quitter le territoire français dans le délai qui lui sera fixé par le préfet de l'Aude en application de l'article L. 511-3-1 du même code.

Article 4 : Il est mis fin aux mesures de surveillance dont faisait l'objet [REDACTED]

Article 5 : Le surplus des conclusions de la requête de [REDACTED] est rejeté.

Article 6 : Le présent jugement sera notifié à [REDACTED] au préfet de l'Aude et à Me Ruiz.

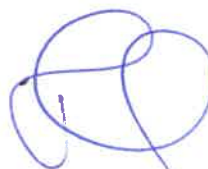
Rendu public par mise à disposition au greffe du tribunal le 30 avril 2021

La magistrate désignée,



I. Ruiz

La greffière,



M. Lainé

La République mande et ordonne au préfet de l'Aude en ce qui le concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition conforme,  
Montpellier, le 30 avril 2021

La greffière,

M. Lainé

